



PRÉFET DE LA HAUTE- SAÔNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté

Unité Inter-Départementale 25-70-90

ARRÊTÉ DREAL N° 70-2022-09-07-00003.

mettant en demeure la société FAIVRE, située Le Trebillot sur le territoire
de la commune de VELESMES-ECHEVANNE, de satisfaire à certaines prescriptions de
l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 962 en date du 12 juin 2013

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES

VU

- le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et suivants, L.181-14, L.511-1, L.514-5 et R.181-45 ;
- le décret du 7 octobre 2021 portant nomination de Monsieur Michel VILBOIS, Préfet de la Haute-Saône ;
- le décret du 9 avril 2021 portant nomination du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Saône, Monsieur Michel ROBQUIN ;
- l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- l'arrêté préfectoral n° 962 en date du 12 juin 2013 autorisant la SAS FAIVRE à exploiter des installations de stockage de céréales sises sur le territoire de la commune de VELESMES-ECHEVANNE ;
- l'arrêté n° 70-2021-10-26-00001 du 26 octobre 2021 portant délégation de signature à Monsieur Michel ROBQUIN, Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Saône ;
- le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'Inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 9 août 2022 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAÔNE
BP 429 - 70013 VESOUL CEDEX - tél. : 03 84 77 70 00 / Fax : 03 84 76 49 60
Courriel : prefecture@haute-saone.gouv.fr

Horaires d'ouverture au public et de l'accueil téléphonique disponibles sur le site : www.haute-saone.gouv.fr

- l'absence d'observation formulée par la société FAIVRE ;

CONSIDÉRANT

- que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose, qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire, dans un délai qu'elle détermine ;
- que l'article 8.1.7.1 de l'arrêté préfectoral n° 962 en date du 12 juin 2013 susvisé prescrit une pression statique d'ouverture des surfaces soufflantes au niveau de la tour de manutention et des cellules métalliques de stockage ;
- que lors de l'inspection menée le 1^{er} juin 2018, il a été établi que l'exploitant n'était pas en mesure de préciser les caractéristiques des surfaces soufflables afin de justifier du respect des pressions visées à l'article 8.1.7.1 de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2013 susvisé ;
- que lors de cette même inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la pérennité de ces caractéristiques, par exemple lors de modifications ou de travaux sur ces surfaces ;
- que l'inspection menée le 11 mai 2022 conduit à dresser à nouveau les constats visés ci-dessus ;
- que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société FAIVRE SAS de respecter les prescriptions de l'article 8.1.7.1 de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2013 susvisé, et de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

La société FAIVRE SAS dont le siège social est situé 10 rue de Motey Besuche - 70140 MONTAGNEY est mise en demeure pour son site implanté route de Vesoul sur le territoire de la commune VELESMES ECHEVANNE, de respecter **sous un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 8.1.7.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 962 en date du 12 juin 2013.

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société FAIVRE SAS.

ARTICLE 4 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS


Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Besançon dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION ET AMPLIATION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Haute-Saône, M. le Maire de VELESMES ECHEVANNE, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté.

Fait à Vesoul, le - 7 SEP. 2022


Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Michel ROBQUIN